



**CAPSSA**

# **RAPPORT DE GESTION 2021**



**Caisse de prévoyance  
des agents de la Sécurité Sociale et assimilés  
2 ter, boulevard Saint-Martin  
75010 PARIS**

**Version Conseil d'administration du 06 avril 2022**

# 1 Table des matières

1.	Les Instances .....	5
1.1.	Le Conseil d'administration .....	5
1.2.	Le Bureau .....	6
1.3.	Le Comité d'Audit .....	6
1.4.	La Commission d'Action Sociale.....	7
1.5.	La Commission Paritaire .....	7
1.6.	Le Comité interne de gestion des Risques .....	7
1.7.	Le Comité interne qualité des données .....	8
1.8.	Description de la gouvernance de l'Institution .....	8
2.	Les membres des Instances.....	8
2.1.	Le Conseil d'administration .....	8
2.2.	Le Bureau .....	9
2.3.	Le Comité d'Audit .....	10
2.4.	La Commission d'Action Sociale.....	10
2.5.	La Commission Paritaire .....	10
3.	Le calendrier 2021.....	11
4.	Les statistiques du service technique.....	12
4.1.	Prestations .....	12
4.2.	Gestion des dossiers .....	15
5.	Indicateurs proposés au titre de la qualité de gestion .....	16
6.	Les statistiques de l'action sociale .....	17
7.	Les états comptables.....	18
7.1.	Compte technique des opérations non-vie (en milliers d'Euros) .....	18
7.2.	Compte technique des opérations vie (en milliers d'Euros) .....	18
7.3.	Compte non technique en milliers d'Euros (Résultat global).....	19
7.4.	Bilan au 31 décembre 2021 .....	20
7.5.	Les résultats des cinq derniers exercices (en K€).....	21
7.6.	Analyse du résultat 2021 .....	21
7.7.	Événements postérieurs à la clôture .....	22
7.8.	Délais de paiements clients et fournisseurs .....	22
8.	Perspective 2022 .....	23
9.	La guerre en UKRAINE .....	23

Conformément à l'article A931-3-11 du code de la sécurité sociale, l'Institution procède à la rédaction de son rapport de gestion. Ce dernier décrit la situation de l'institution et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les conditions dans lesquelles l'Institution garantit les engagements qu'elle prend vis-à-vis de ses membres participants, bénéficiaires et ayants droit, les progrès réalisés, les difficultés rencontrées et l'évolution prévisible et ses perspectives d'avenir.

## **Préambule**

L'année 2021 aura été une année inscrite dans les pas de celle de 2020, dans la gestion de crise liée au COVID-19, et par sa résilience globale constatée sur cette même période.

L'Institution aura ainsi démontré, à nouveau, sa capacité à faire face à la crise dans un contexte de travail distant :

- La vie institutionnelle aura été correctement animée et assurée,
- Les évolutions réglementaires auront été assumées, notamment les évolutions normatives (prélèvement à la source de l'impôt, divers dispositifs comme la lutte contre le blanchiment),
- Des nouveaux projets auront vu le jour : rénovation d'outils comme le site internet Institutionnel, les outils comptables, l'accès des bases de données certifiantes, comme le Système National de Gestion des Identifiants (SNGI) ou l'accès aux bases de la Direction Générale des Finances (DGFIP) pour améliorer les dernières recherches des dossiers en déshérence dans le cadre de la loi Eckert,
- La poursuite des travaux techniques liés à Solvabilité 2 (approches des risques, modélisation de ces derniers en prenant en compte une diversité de scénario, la qualité des données utilisées au sein du modèle...),
- La consolidation de ses équipements informatiques dans un contexte de télétravail et d'un besoin de renforcement de sécurité face à la menace du Cyber-risque.

La Solvabilité du régime, analysée sous l'égide de la Directive Européenne Solvabilité 2 depuis 2016, montre sa robustesse et sa capacité à faire face à un panel de risques modélisés. Ses taux de solvabilité pour la période 2017-2021 sont remarquables, au-delà des 250 % retenus comme seuil d'intervention par la gouvernance institutionnelle :

2017 : 384 % ; 2018 : 383 % ; 2019 : 330 % ; 2020 : 306 % ; 2021 : 376 %

Les événements de la période ne l'auront que peu impactés : entre autres, l'amélioration des garanties décidées en 2019, la crise du COVID-19 en 2020 et 2021, la baisse des taux d'intérêt...

L'Institution bénéficie d'une solide assise, issue de la gestion du contrat collectif porté par ses adhérents.

## CHIFFRES CLES 2021

**14 457**

Nombre de dossiers servis dans l'année

**14 634**

Nombre de bénéficiaires

**376 %**

Marge de Solvabilité

**3,88 %**

Taux de frais de gestion

**119,6 M€**

Chiffre d'affaires

**83 M€**

Prestations et frais payées

**868 M€**

Montant des provisions techniques

**163 743**

Nombre de participants

**Un taux de cotisation  
inchangé depuis la création en 1994**

## 1. Les Instances

### 1.1. Le Conseil d'administration

Conformément aux articles R.931-3-11 et suivants du Code de la sécurité sociale, le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité et veille à leur mise en œuvre.

Ainsi, il :

- Se saisit de toute question intéressant la bonne marche de l'Institution et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent,
- Nomme un bureau et éventuellement une ou plusieurs commissions,
- Détermine les orientations de la politique d'action sociale et délègue à la commission d'action sociale sa mise en œuvre sur la base d'un Règlement intérieur qu'il approuve,
- Arrête le budget, les comptes, ainsi que le rapport de gestion conformément à la réglementation du Code de la sécurité sociale, ainsi que le rapport de solvabilité,
- Décide la revalorisation des prestations prévues par le régime de prévoyance, à l'exception du capital décès,
- Nomme, révoque le Directeur Général,
- Nomme, révoque, sur proposition du Directeur Général, une ou des personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué,
- Détermine la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués et fixe les modalités de leur contrat de travail le cas échéant,
- Détermine, en accord avec le Directeur Général, l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués,
- Définit les cas dans lesquels les dirigeants effectifs (Directeur Général et Directeur Général Délégué) sont absents ou empêchés de manière à garantir la continuité de la direction effective,
- Autorise les conventions visées à l'article R. 931-3 -24 du Code de la Sécurité sociale,
- Décide de souscrire tout contrat ou convention,
- Procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns,
- Autorise les cautions, avals et garanties donnés par l'Institution et ce dans les conditions de l'article R. 225-28 du Code de commerce,
- Délibère annuellement sur la politique en matière d'égalité professionnelle et salariale.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'administration s'est réuni quatre fois. Les principaux travaux du Conseil au cours dudit exercice :

- Approbation des procès-verbaux de chaque Conseil d'administration et prise de connaissance des procès-verbaux du Bureau et du Comité d'audit,
- Arrêté des comptes et des rapports de gestion, de solvabilité, du contrôle interne LCB FT, du processus d'élaboration de l'information comptable & financière et des placements financiers de l'exercice 2020,
- Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2020,
- Rapport annuel relatif à la déshérence des contrats prévoyance 2020,
- Rapport sur la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte 2020,
- Arrêté comptable et budgétaire des comptes du 1er semestre 2021,
- Proposition d'admission en non-valeur et ratification de la liquidation des dossiers de pensions d'invalidité demandées tardivement,
- Validation des mises à jour des politiques, du plan d'audit, des rapports de l'ORSA et des fonctions actuarielle et audit interne,
- Plan de continuité de l'activité, plan des futures décisions de gestion et dispositif de sécurisation des systèmes d'information,
- Présentation du MCR et du SCR,
- Rapport sur le contrôle des réclamations et des médiations,

- Compte rendu de contrôle des placements financiers,
- Arrêté comptable et budgétaire des comptes au 30 septembre 2021,
- Approbation du budget 2022,
- Examens de la situation des placements.

## **1.2. Le Bureau**

- Le Bureau prépare les réunions du Conseil d'administration. Il se réunit sur convocation du Président ou à défaut, du Vice-Président,
- Il peut recevoir délégation du Conseil d'administration pour délibérer en ses lieu et place sur des questions précisément définies. Cette délégation est consentie suite à une décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents.

## **1.3. Le Comité d'Audit**

Les missions du Comité d'audit sont définies dans l'article L. 823-19 du Code de commerce.

Sans préjudice des compétences des organes chargés de l'administration, de la direction et de la surveillance, ce Comité est notamment chargé des missions suivantes :

- Il suit le processus d'élaboration de l'information financière et, le cas échéant, formule des recommandations pour en garantir l'intégrité,
- Il suit l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sans qu'il soit porté atteinte à son indépendance,
- Il émet une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale ou l'organe exerçant une fonction analogue. Cette recommandation adressée à l'organe chargé de l'administration ou l'organe de surveillance est élaborée conformément aux dispositions de l'article 16 du règlement (UE) n° 537/2014 précité. Il émet également une recommandation à cet organe lorsque le renouvellement du mandat du ou des commissaires est envisagé dans les conditions définies à l'article L. 823-3-1,
- Il suit la réalisation de la mission des commissaires aux comptes,
- Il s'assure du respect par le Commissaire aux comptes des conditions d'indépendance définies à la section 2 du chapitre II du présent titre,
- Il rend compte régulièrement à l'organe collégial chargé de l'administration ou à l'organe de surveillance de l'exercice de ses missions. Il rend également compte des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et du rôle qu'il a joué dans ce processus. Il l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Les membres du Comité d'audit se sont réunis quatre fois au cours de l'exercice écoulé. L'agenda des réunions est identique à celui du Bureau.

#### **1.4. La Commission d'Action Sociale**

- La Commission d'Action Sociale examine les dossiers de demandes d'aides individuelles et décide souverainement de l'attribution ou du refus d'attribution des sommes sollicitées (aide financière exceptionnelle, prêt d'honneur).
- Au cours de l'exercice écoulé, les membres de la Commission d'Action Sociale se sont réunis neuf fois.

#### **1.5. La Commission Paritaire**

La Commission Paritaire ordinaire :

- Délibère et statue sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé,
- Approuve toutes les conventions visées à l'article R. 931-3-24 du Code de la sécurité sociale et statue sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes,
- Peut couvrir par un vote la nullité des conventions dites « réglementées » conclues sans autorisation préalable du Conseil d'administration, sur rapport spécial des Commissaires aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie,
- Ratifie la décision du Conseil d'administration de déplacer le siège social dans le même département ou dans un département limitrophe et décide de son déplacement au-delà de ces limites géographiques,
- Désigne pour six exercices, sur la liste agréée par la Cour d'appel de Paris, un Commissaire aux comptes titulaire et un Commissaire aux comptes suppléant,
- Définit les modalités de remboursement des frais de déplacement et de séjour exposés par les administrateurs pour l'exercice de leur fonction.

Ces décisions prennent la forme de délibérations adoptées par accord obtenu à la majorité des voix des membres présents de chaque collège.

La Commission Paritaire extraordinaire se prononce sur :

- La modification des statuts et du règlement général,
- Le transfert de tout ou partie d'un portefeuille d'opérations,
- La fusion, scission ou dissolution de l'Institution.

Les membres de la Commission Paritaire se sont réunis une fois au cours de l'exercice écoulé.

#### **1.6. Le Comité interne de gestion des Risques**

- Le Comité « gestion des Risques » examine les risques de toute nature ainsi que la cartographie des risques. Il identifie et évalue les risques sur les activités, sur la conformité d'application des lois et règlements. S'assure de la réalisation des plans d'actions mis en place dans le cadre du suivi de la cartographie des risques et de la base incident.
- En 2021, le Comité de gestion des risques interne s'est réuni deux fois (novembre et décembre).

## 1.7. Le Comité interne qualité des données

- Le comité Qualité des Données fait le bilan des actions d'amélioration en continu retenues dans l'application de la politique Qualité des Données.
- Le comité Qualité des Données se sera réuni une fois pour faire le bilan des actions menées. Ces dernières font appel à une démarche pragmatique pour accroître la qualité des données et de faire le bilan des actions menées en 2021.

## 1.8. Description de la gouvernance de l'Institution

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière (ou SFCR), disponible sur le site [www.capssa.fr](http://www.capssa.fr) propose une description détaillée de la gouvernance de l'Institution.

## 2. Les membres des Instances

### 2.1. Le Conseil d'administration

<b>Président : M. Albert QUENET</b>		<b>Vice-président : M. Philippe PIHET</b>	
<b>Collège « Employeurs »</b>			
<b>TITULAIRES</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
Mme Cécile ALOMAR		M. Maxime ROUCHON	
M. Jean-Marie ATTARD		M. Alain MOREAU	
M. Sébastien BARRE		Mme Olivia GRANGERODET	
Mme Gaëlle CHOQUER-MARCHAND		M. Hervé-Damien MAURICE	
M. Fabrice GOMBERT		Mme Marie LEMOINE	
M. Raynal LE MAY		M. Mikaël GERARD	
M. Albert QUENET		Mme Agnès HAUTIN	
M. Gérard RIVIERE		M. Serge BAYARD	
Mme Isabelle SANCERNI		M. Christian PINEAU	
M. Jean-Eudes TESSON		Mme Romy PASTO	



Collège « Salariés »	
TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>CFDT</b>	
M. Yves LE BIHAN Mme Karima SENOUSI	M. Cyril PELTRIAUX Mme Fabienne PERRIOT LE FUR
<b>CFE/CGC</b>	
Mme Laurence GRANDJEAN Mme Lydie SARDAIS	M. Marc MASURE M. Jean-Luc RATHIPANYA
<b>CFTC</b>	
M. Jacques PECH M. Frédéric BELOUZE	Mme Christine LECERF M. Benoît VOLKOFF
<b>CGT</b>	
M. Thierry DABURON Mme Madeleine MATHAR	Mme Stéphanie POCHOLLE M. Karim BAKHTA
<b>FO</b>	
M. Jean-Yves DELAGRANGE	M. Frédéric GARCIA
<b>SNFOCOS</b>	
M. Philippe PIHET	M. Eric GAUTRON

## 2.2. Le Bureau

Président : M. Albert QUENET		Vice-président : M. Philippe PIHET	
Collège « Employeurs »		Collège « Salariés »	
M. Jean-Marie ATTARD		M. Frédéric BELOUZE	
M. Sébastien BARRE		M. Thierry DABURON	
M. Raynal LE MAY		Mme Laurence GRANDJEAN	
M. Jean-Eudes TESSON		M. Yves LE BIHAN	

## 2.3. Le Comité d'Audit

Les membres du Bureau et Mme Lydie SARDAIS qui est la personne qualifiée du comité d'audit.

## 2.4. La Commission d'Action Sociale

**Présidence** : Mme Laurence GRANDJEAN

Le Président et le Vice-président sont membres de droit.

Collège « Employeurs »	
TITULAIRE	
M. Jean-Marie ATTARD	
Collège « Salariés »	
M. Frédéric BELOUZE	
M. Jean-Yves DELAGRANGE	
Mme Stéphanie POCHOLLE	
Mme Karima SENOUSSE	

## 2.5. La Commission Paritaire

Collège « Employeurs »		Collège « Salariés »	
Mme Cécile ALOMAR		<b>CFDT</b>	M. Yves LE BIHAN
M. Jean-Marie ATTARD			Mme Karima SENOUSSE
M. Sébastien BARRE		<b>CFE/CGC</b>	M. Xavier BRUERA
Mme Gaëlle CHOQUER-MARCHAND			M. Philippe BAUX
M. Fabrice GOMBERT		<b>CFTC</b>	
M. Raynal LE MAY			
M. Albert QUENET		<b>CGT</b>	Mme Audrey GRANET
M. Gérard RIVIERE			M. Laurent PIOT
Mme Isabelle SANCERNI		<b>FO</b>	
M. Jean-Eudes TESSON		<b>SNFOCOS</b>	

### 3. Le calendrier 2021

<b>Conseils d'administration</b>	Jeudi 1 <sup>er</sup> avril	9 heures 30
	Mercredi 16 juin	14 heures 30
	Mardi 21 septembre	10 heures
	Mercredi 15 décembre	14 heures

<b>Bureaux et Comités d'audit</b>	Jeudi 18 mars	14 heures
	Mercredi 2 juin	9 heures 30
	Jeudi 9 septembre	9 heures 30
	Mercredi 1 <sup>er</sup> décembre	9 heures 30

<b>Commission Paritaire</b>	Jeudi 1 <sup>er</sup> avril	Suite au Conseil
-----------------------------	-----------------------------	------------------

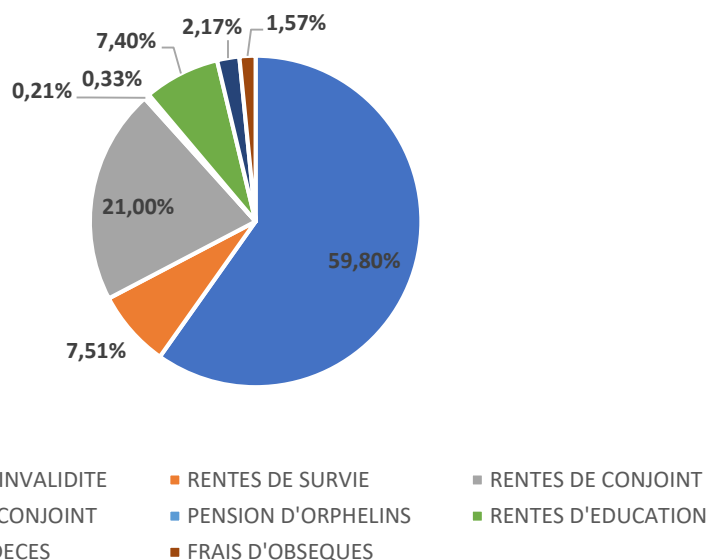
<b>Commissions d'action sociale</b>	Mercredi 20 janvier	9 heures 30
	Mercredi 17 mars	10 heures
	Mardi 13 avril	10 heures
	Mercredi 2 juin	14 heures 30
	Mercredi 7 juillet	10 heures
	Jeudi 9 septembre	14 heures
	Mercredi 20 octobre	10 heures
	Mardi 30 novembre	16 heures 30
	Mardi 21 décembre	10 heures

## 4. Les statistiques du service technique

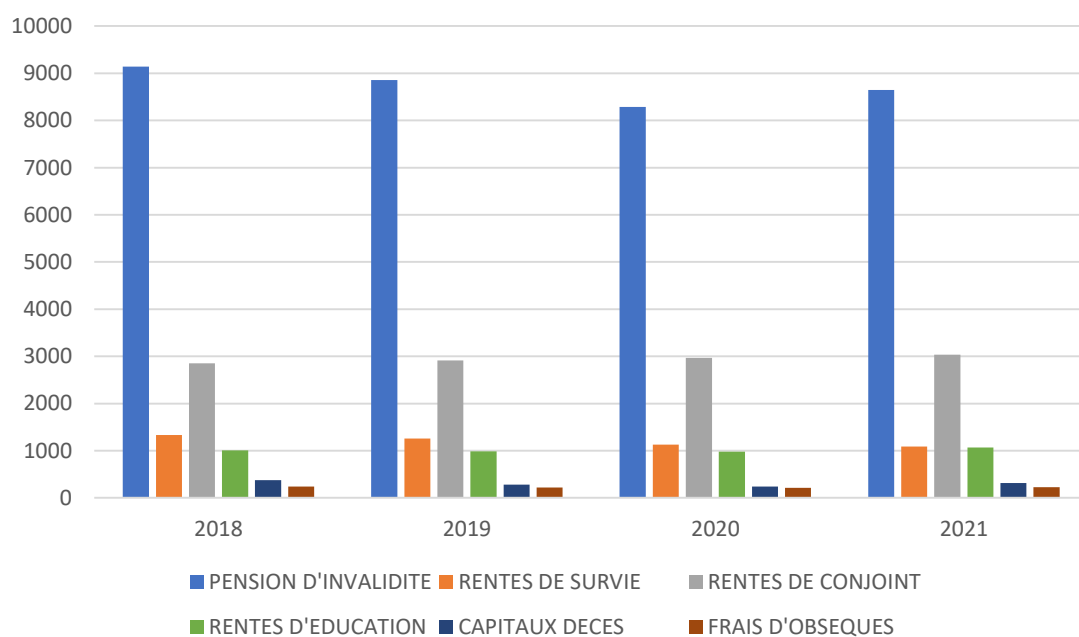
### 4.1. Prestations

PRESTATIONS	2020		2021	
	Nombre de dossiers servis dans l'année	Nombre de bénéficiaires	Nombre de dossiers servis dans l'année	Nombre de bénéficiaires
Pension d'invalidité	8 286	8 286	8 646	8 646
Rentes de survie	1 127	1 127	1 086	1 086
Rentes de conjoint	2 970	2 970	3 036	3 036
Rentes ex-conjoint	33	33	31	31
Pension d'orphelins	47	47	47	47
Rentes d'éducation	976	976	1 070	1 070
Capitaux décès	242	356	314	473
Frais d'obsèques	214	241	227	245
<b>TOTAL</b>	<b>13 895</b>	<b>14 036</b>	<b>14 457</b>	<b>14 634</b>

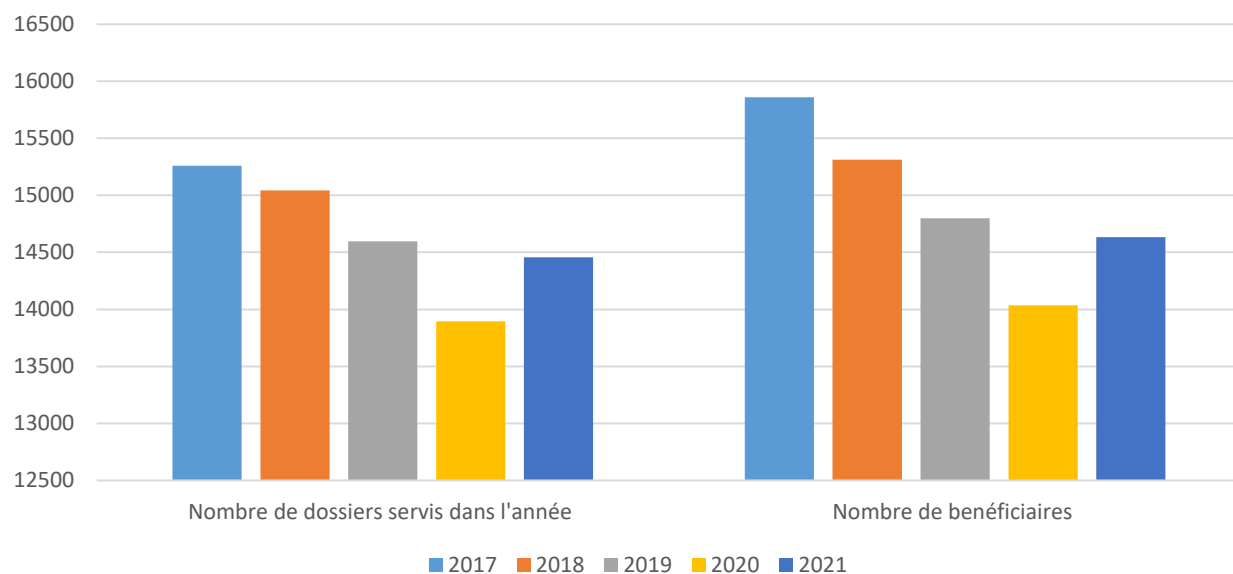
### Répartition des dossiers servis dans l'année 2021



### Nombre de dossiers servis dans l'année (2018-2021)



### Suivi annuel des prestations



## 4.2. Gestion des dossiers

	NATURE DES TRAVAUX	NOMBRE DE DOSSIERS 2020	NOMBRE DE DOSSIERS 2021
<b>PENSIONS D'INVALIDITE</b>	Nouvelles liquidations	634	838
	Révisions	1941	1870
	Solde d'arrérages	950	106
	Calculs et notifications de trop-perçus	163	259
<b>CAPITAL DECES</b>	Nouvelles liquidations	234	169
	Révisions	0	0
	Calculs et notifications de trop-perçus	0	0
<b>FRAIS D'OBSQUES</b>	Nouvelles liquidations	224	176
	Calculs et notifications de trop-perçus	0	0
<b>RENTES EDUCATION</b>	Nouvelles liquidations	129	98
	Révisions	25	64
	Soldes d'arrérages	83	62
	Calculs et notifications de trop-perçus	31	41
<b>RENTES DE CONJOINT</b>	Nouvelles liquidations	148	95
	Révisions	8	6
	Soldes d'arrérages	48	33
	Calculs et notifications de trop-perçus	39	32
<b>RENTES DE SURVIE</b>	Nouvelles liquidations	9	3
	Révisions	14	15
	Soldes d'arrérages (+ rentes d'ex-conjoint)	6	2
	Calculs et notifications de trop-perçus (+ rentes d'ex-conjoint)	34	21
<b>PENSIONS D'ORPHELIN</b>	Révisions	0	0
	Soldes d'arrérages	0	0
	Notifications de trop-perçus	0	0
<b>ADHESIONS INDIVIDUELLES</b>	Adhésions individuelles	89	95

## 5. Indicateurs proposés au titre de la qualité de gestion

Indicateurs qualité de gestion	Niveau à fin 2021	
Délai de traitement des nouveaux dossiers reçus complets		
	Intervalle 95%	Moyenne
Invalidité	De 11 à 25 j	18j
Frais d'obsèques	De 19 à 27 j	23j
Décès	De 14 à 18 j	16j
Rente d'éducation	De 18 à 22 j	20j
Rente de conjoint	De 22 à 28 j	25j

Indus	Niveau à fin 2020	Niveau à fin 2021
Montant Brut	608,9 K€	564 K€
Montant net au 31déc. après dépréciation	172,9 K€	160 K€
Montant recouvré sur l'année par le recouvrement contentieux	165,5 K€	185,6 K€



## 6. Les statistiques de l'action sociale

	2020	2021
Dotation (0,08 %)	92 673 €	-
Dotation d'équilibre	14 574,20 €	-
Remboursement de prêts	2 554,32 €	2 989,79 €
<b>Total</b>	<b>110 762,41€</b>	<b>70 349,96€</b>
<b>Nombre de dossiers traités</b>	<b>141</b>	<b>118</b>
Dont dossiers secours acceptés	120	101
Dont dossiers prêts acceptés	1	3
Dont dossiers refusés	13	9
Dont dossiers à représenter	7	5
<b>Montant total des aides versées</b>		
Secours	106 200,40 €	68 488,96 €
Prêts	4 562,01€	1 861,00€
<b>Total</b>	<b>110 762,41€</b>	<b>70 349,96€</b>
<b>Solde disponible en clôture d'exercice</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

## 7. Les états comptables

### 7.1. Compte technique des opérations non-vie (en milliers d'Euros)

	Opérations brutes	Opérations nettes 31/12/2021	Opérations nettes 31/12/2020
<b>Cotisations acquises</b>	<b>62 796</b>	<b>62 796</b>	<b>60 816</b>
Cotisations	62 796	62 796	60 816
Produits des placements alloués du compte non-technique	5524	5 524	687
Autres produits techniques			
<b>Charge des sinistres</b>	<b>-53 481</b>	<b>-53 481</b>	<b>-60 256</b>
Prestations et frais payés	-51 783	-51 783	-55 445
Charge des provisions pour prestations à payer	-1 698	-1 698	-4 811
<b>Charge des autres provisions techniques</b>	<b>4 709</b>	<b>4 709</b>	<b>11 826</b>
<b>Frais d'acquisition et d'administration</b>	<b>-721</b>	<b>-721</b>	<b>-698</b>
Frais d'acquisition			
Frais d'administration	-721	-721	-698
<b>Autres charges techniques</b>	<b>-781</b>	<b>-781</b>	<b>-762</b>
<b>Résultat technique des opérations non-vie</b>	<b>18 046</b>	<b>18 046</b>	<b>11 613</b>

### 7.2. Compte technique des opérations vie (en milliers d'Euros)

	Opérations brutes	Cessions et rétro-cessions	Opérations nettes 31/12/2021	Opérations nettes 31/12/2020
<b>Cotisations</b>	<b>56 815</b>	<b>-102</b>	<b>56 713</b>	<b>54 918</b>
<b>Produits des placements</b>	<b>21 961</b>		<b>21 961</b>	<b>9 391</b>
Revenus des placements	17 581		17 581	5 542
Autres produits des placements	2 501		2 501	2 209
Produits provenant de la réalisation des placements	1 880		1 880	1 640
<b>Autres produits techniques</b>	<b>8</b>		<b>8</b>	<b>8</b>
<b>Charge des sinistres / prestations</b>	<b>-33 017</b>		<b>-33 017</b>	<b>-41 359</b>
Prestations et frais payés	-30 887		-30 887	-31 531
Charge des provisions pour sinistres / prestations à payer	-2 130		-2 130	-9 828
<b>Charge des provisions d'assurance vie et autres provisions techniques</b>	<b>3 278</b>		<b>3 278</b>	<b>-3 617</b>
Charge des provisions d'assurance vie	3 278		3 278	-3 617
<b>Frais d'acquisition et d'administration</b>	<b>-484</b>		<b>-484</b>	<b>-483</b>
Frais d'acquisition				
Frais d'administration	-484		-484	-483
<b>Charges des placements</b>	<b>-13 228</b>		<b>-13 228</b>	<b>-8 312</b>
Frais internes et externes de gestion des placements et intérêts	-857		-857	-537
Autres charges des placements	-12 317		-12 317	-7 044
Pertes provenant de la réalisation des placements	-54		-54	-731
<b>Autres charges techniques</b>	<b>-712</b>		<b>-712</b>	<b>-696</b>
<b>Résultat technique des opérations Vie</b>	<b>34 622</b>	<b>-102</b>	<b>34 520</b>	<b>9 849</b>

### 7.3. Compte non technique en milliers d'Euros (Résultat global)

	Opérations nettes 31/12/2021	Opérations nettes 31/12/2020
<b>Résultat technique de l'assurance non-vie</b>	<b>18 046</b>	<b>11 613</b>
<b>Résultat technique de l'assurance vie</b>	<b>34 520</b>	<b>9 849</b>
<b>Produits des placements</b>	<b>24 270</b>	<b>9 815</b>
Revenus des placements	19 429	5 793
Autres produits des placements	2 763	2 309
Profits provenant de la réalisation des placements	2 077	1 714
<b>Charges des placements</b>	<b>-14 619</b>	<b>-8 688</b>
Frais internes et externes de gestion des placements et frais financiers	-947	-561
Autres charges des placements	-13 612	-7 363
Pertes provenant de la réalisation des placements	-60	-764
<b>Produits des placements transférés au compte technique non-vie</b>	<b>-5 524</b>	<b>-687</b>
<b>Autres produits non techniques</b>	<b>2 077</b>	<b>465</b>
<b>Autres charges non techniques</b>	<b>-124</b>	<b>-186</b>
Charges à caractère social	-159	-217
Autres charges non techniques	35	31
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>23</b>	<b>125</b>
Produits exceptionnels	30	157
Charges exceptionnelles	-7	-31
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>-25 046</b>	<b>-12 505</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>33 624</b>	<b>9 802</b>

## 7.4. Bilan au 31 décembre 2021

Actif en milliers d'euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Actifs incorporels</b>	<b>54</b>	<b>14</b>
<b>Placements</b>	<b>1 021 071</b>	<b>1 040 736</b>
Terrains et constructions (placements immobiliers)	9 598	9 813
Placements entreprises liées ou lien de participation	18 606	18 606
Autres placements	992 867	1 012 316
<b>Créances</b>	<b>11 575</b>	<b>10 997</b>
<b>Créances nées d'opérations directes et de prise en substitution</b>	<b>5 107</b>	<b>5 461</b>
Autres créances nées d'opérations directes et de prise en substitution	5 107	5 461
<b>Autres créances</b>	<b>6 469</b>	<b>5 537</b>
Personnel	9	8
État, organismes sociaux et collectivités publiques	13	9
Débiteurs divers	6 446	5 520
<b>Autres actifs</b>	<b>103 921</b>	<b>49 035</b>
Actifs corporels d'exploitation	182	243
Avoirs en banque, CCP et caisse	103 738	48 792
<b>Comptes de régularisation.- Actif</b>	<b>1 630</b>	<b>795</b>
Intérêts et loyers acquis non échus	1 456	616
Autres comptes de régularisation	174	178
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 138 251</b>	<b>1 101 577</b>

Passif	31/12/2021	31/12/2020
<b>Fonds mutualistes et réserves / Capitaux propres</b>	<b>249 925</b>	<b>216 302</b>
Fonds propres	<b>249 925</b>	<b>216 302</b>
Autres réserves	216 302	206 500
Résultat de l'exercice	33 624	9 802
<b>Provisions techniques brutes</b>	<b>868 188</b>	<b>872 347</b>
Provisions d'assurance vie	481 423	484 702
Provisions pour sinistres (vie)	50 389	48 259
Provisions pour sinistres (non-vie)	23 598	21 900
Autres provisions techniques (non-vie)	312 777	317 486
Provisions (passifs non techniques)	1 418	1 379
<b>Dettes</b>	<b>18 720</b>	<b>11 550</b>
Dettes nées d'opérations directes et de prise en substitution	163	3
Dettes nées d'opérations de réassurance et de cession en substitution		71
Dettes envers des établissements de crédit	248	
Autres dettes	18 309	11 476
Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus	1	
Personnel	345	229
État, organismes sociaux, collectivités publiques	17 618	10 944
Créditeurs divers	345	303
Comptes de régularisation - passif		
<b>Total du passif</b>	<b>1 138 251</b>	<b>1 101 577</b>

## 7.5. Les résultats des cinq derniers exercices (en K€)

Résultat des 5 derniers exercices (en K€)	2017	2018	2019	2020	2021
Cotisations brutes de réassurance	113 808	111 930	111 076	115 841	119 611
Cessions en réassurances		- 66	- 113	- 107	- 102
Cotisations nettes de réassurance	<b>113 808</b>	<b>111 864</b>	<b>110 963</b>	<b>115 734</b>	<b>119 509</b>
Charges de Prestations	- <b>83 064</b>	- <b>96 675</b>	- <b>126 769</b>	- <b>91 504</b>	- <b>76 558</b>
MARGE APRES DOTATION AUX PROVISIONS TECHNIQUES	30 744	15 189	- 15 806	24 230	42 951
Autres produits non techniques	411	307	205	465	2 077
Autres charges non techniques	- 281	- 144	- 159	- 186	- 124
<b>Résultat financier</b>	<b>12 979</b>	<b>2 043</b>	<b>26 853</b>	<b>2 206</b>	<b>18 385</b>
Frais de gestion	- 4 180	- 4 402	- 4 589	- 4 532	- 4 644
Résultat exceptionnel	4	- 8	15	125	23
Impôt sur sociétés	- 8 659	- 5 246	- 3 551	- 12 505	- 25 046
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>31 018</b>	<b>7 739</b>	<b>2 968</b>	<b>9 802</b>	<b>33 623</b>

## 7.6. Analyse du résultat 2021

### 1. Chiffres

Résultat de l'année 2021	<b>+ 33 623 k€</b> (hors plus-values latentes de + 95 156 k€)
Résultat technique	<b>42 951 k€</b>
Frais de gestion	- <b>4 644 k€ (3,88%)</b>
Résultat financier	<b>18 385 k€</b>
Autres Résultats (non technique, impôts,...)	- <b>23 069 k€</b>

MCR	<b>29,2 k€</b>	Ratio de couverture	<b>1 282%</b>
SCR	<b>89.6k€</b>	Ratio de couverture	<b>376 %</b>

Actifs financiers non grevés par des engagements : 217 993 k€ pour 2021 contre 189 602 k€ en 2020

## **2. Analyse de l'activité et de la situation financière**

### **2.1. Evolution des cotisations et des charges de prestations**

- Comme en 2020, l'exercice 2021 est caractérisé par une augmentation des cotisations. L'augmentation est de 3,7 millions d'euros soit 3,25 %. L'évolution des effectifs est la raison de cette augmentation.
- Dans le même temps, le niveau des prestations payées est à la baisse sur l'ensemble des garanties même si une baisse plus marquée est constatée sur la garantie invalidité. Les prestations de garantie invalidité recule de 6,77 % sur l'exercice.

### **2.2. Evolution des charges de provisions**

- Corollairement à l'évolution des prestations, les provisions mathématiques sont en recul sur l'exercice 2021.
- La variation des provisions est de -4,2 millions d'euros. Le calcul des provisions de l'exercice n'a pas connu de modification du taux techniques ( 0% ).

### **2.3. Résultat des investissements**

- Le résultat financier issu de la gestion des actifs financiers est de 18 385 K€ en 2021 contre 2 206 k€ en 2020.
- Malgré un contexte de crise sanitaire, les marchés financiers ont connus une croissance importante en 2021. Dans ce contexte favorable, l'allocation d'actif du portefeuille a permis de profiter pleinement de cette hausse.

## **7.7. Evénements postérieurs à la clôture**

Néant

## **7.8. Délais de paiements clients et fournisseurs**

### **1. Clients**

- Les cotisations sont déclarées via la DSN et payables au plus tard le 5 du mois suivant.
- Les modes de paiements sont les suivants :
  - Par virement,
  - Par prélèvement ,
  - Par chèque.
- Aucune pénalité de retard n'est appliquée.

### **2. Fournisseurs**

- Le solde des factures non réglées au 31-12-2021 se porte à 239 030,09 euros TTC et se décompose de la manière suivante :
  - 233 534,58 euros TTC de factures à payer à 30 jours fin de mois.  
Ces factures ont été payées en janvier 2021 ;

- 5 495,51 euros TTC de factures en litiges ou en attente.
- Aucun retard de paiement ayant entraîné des pénalités ou intérêts n'a été constaté,
- Les factures fournisseurs sont passées et traitées en GED,
- Le logiciel de GED a fait l'objet d'une évolution afin d'y intégrer :
  - Les numéros de factures,
  - Les dates de factures,
  - Les dates d'échéances.
- Cette évolution permet de sécuriser et faciliter la circulation des documents en respectant les échéances.

## 8. Perspective 2022

Dans un contexte marqué par la croissance exponentielle de la menace de Cybercriminalité, l'Institution poursuit son plan d'action visant à garantir la protection de ses systèmes d'information. Son plan se consacre à mettre en place plus de composantes de sécurité, certaines orientées vers l'écoute et l'analyse des transactions des systèmes, la protection des accès distants, d'autres par la mise en place de stratégies visant à contrer des attaques par cryptage des données (mise en place de stratégie complémentaire aux antivirus).

Le comportement utilisateur, principale cause du risque de Cybercriminalité continuera d'être au centre de toute les attentions (formation, tests aux menaces, information sur ce risque).

L'Institution entend maintenir et renforcer son niveau de service auprès de ses bénéficiaires et participants, et d'assurer ses missions avec un maximum de performance.

Elle financera intégralement un contrat d'aide aux aidants pour l'ensemble des participants en engageant une enveloppe budgétaire annuelle maximum de 3% de ses cotisations.

Elle suivra avec la plus grande attention les répercussions économiques et financière à court et moyen terme de la guerre en Ukraine, pour ses placements financiers.

Elle poursuivra ses études sur une probable réforme des retraites en fonction de l'avancée des textes qui la régira.

## 9. La guerre en UKRAINE

A l'heure où nous finalisons les comptes 2021, le 24 Février 2022, la guerre a éclaté en Europe entre la RUSSIE et l'UKRAINE.

L'ensemble des pays occidentaux et les ETATS UNIS prennent des mesures économiques et financières importantes face à l'invasion russe en Ukraine.

Quelles sont les conséquences directes sur les actifs de notre Institution ?

En effet, l'indice phare de la Bourse de Paris a perdu quelque 10,23 % sur la semaine du 28 février au 04 mars 2022, le pire depuis mars 2020 et le krach lié au début de la crise du Covid. Il se retrouve au plus bas depuis plus d'un an, à 6 061.66 points.

Comme l'ensemble des marchés financiers, la performance globale du portefeuille à fin février est en recul par rapport au 31 décembre du fait du conflit entre La Russie et l'Ukraine mais également lié à une conjoncture économique difficile (crise sanitaire, inflation, énergie).

L'analyse de nos actifs par transparence démontre que les actifs de la CAPSSA sont fort peu concernés par des actifs RUSSES.

Nous identifions véritablement un fonds pour lequel, par ailleurs, nous avons reçu une communication sur la suspension de la valeur liquidative à la date du 28 février.

Code ISIN	Désignation du fonds	Valeur brute Comptable 31/12/2021	Valeur de Marché au 31/12/2021	Valeur de Marché au 28/02/2022
LU0823403356	BNP PARIBAS FUNDS EUROPE EMERGING EQUITY CC	2 054 042	1 954 250	910 128

Ce fonds d'investissement classé en OPCVM action représente **0,17 %** du portefeuille au 31/12/2021 (valeur de marché).

Ci-après, le détail et la valeur au 31/12/2021 des actifs Russes de ce fonds.

Intitulé	Classe d'actifs	Valeur de marché observée au 31/12/2021
RUSSIAN RUBLE (NEW)	Liquidités	1 890
SBERBANK ROSSII	Action	143 386
RAIFFEISEN BANK INTERNATIONAL AG	Action	36 926
PJSC GAZPROM ADR CDI ADR	Action	185 366
GAZPROM NEFT PAO ADR	Action	62 106
		429 674
		21,99%

D'autres fonds, comme Hugau Monétaire et Instit Oblig V sont impactés par des lignes obligataires Gazprom. La répercussion directe de nos encours « russe » est inférieure à 0,4%.